

Volume 6 ♦ Numéro 5 ♦ Juin 2013

L'AUTONOME

La revue de la Fédération autonome de l'enseignement



CONGRÈS 2013

25, 26, 27 et 28 juin

TABLe DES MATIÈRES



DEPOT LÉGAL
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2013
Bibliothèque et Archives Canada, 2013
ISSN 1923-5488

RÉDACTEUR EN CHEF
Guy Desmarais

RÉDACTION
Wilfried Cordeau
Guy Desmarais
Armand Dubois
Sylvio Morin
Élise Prioleau
Pierre St-Germain

COLLABORATION SPÉCIALE
Jacques Goldstyn

PHOTOS
Guy Desmarais
Martine Doyon

RÉVISION LINGUISTIQUE
Sylvie Pelletier

CORRECTION D'ÉPREUVES
Martine Lagacé
Sylvie Pelletier

GRAPHISME
Mardigrade inc.

IMPRESSION
Imprimerie Philippe Lévesque inc.

La reproduction de cette revue, en tout ou en partie,
est autorisée à condition de mentionner la source.



Cette revue est imprimée sur un papier certifié Éco-Logo, blanchi sans chlore, contenant 100 % de fibres recyclées postconsommation, sans acide et fabriqué à partir de biogaz récupérés.

3

MOT DU PRÉSIDENT
Fierté et confiance

4-5

RÉSEAU DES FEMMES 2013
Pour en finir avec Émilie Bordeleau

6

DOSSIER
Vers le V^e Congrès

7-8-9

DOSSIER
Une ère de consolidation
et d'innovation

10-11

DOSSIER
Des débats porteurs d'avenir

12-13

RENCONTRE AVEC HERVÉ KEMPF
Entrer dans la sobriété écologique

14

JUSTE POUR LIRE
Les chapelles de l'éducation

15

HÉROS
Plantation d'arbres et concours



MOT DU PRÉSIDENT

FIERTÉ ET CONFIANCE

La fin de l'année scolaire et syndicale approche. Comme c'est généralement le cas à la fin d'un cycle ou d'une étape, il est normal de jeter un regard en arrière et de faire un bilan. Ce bilan sera pour moi à la fois organisationnel et personnel.

Le dernier triennat qui se conclura lors du Congrès de juin fut riche en actions et en réalisations pour notre fédération. Même si les pourparlers de la dernière négociation se sont terminés en juin 2010, rappelons que ce n'est qu'en 2011 que notre première convention collective nationale est signée et qu'elle s'est globalement finalisée avec l'entente sur les services aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA). Maintenant que nous avons notre propre convention collective, il reste à l'appliquer et à la faire respecter. Si une part de cette responsabilité relève de la Fédération et de votre syndicat, il incombe à chacune et chacun de la défendre et d'en exiger le respect.

Au cours des trois dernières années, notre fédération a continué sa progression fulgurante. Respectée par la partie patronale et de plus en plus reconnue publiquement, tant dans le monde syndical que politique québécois, la FAE a pris sa place. Une place parfois acquise en jouant fortement du coude, ce qui a permis ainsi de faire comprendre à celles et ceux qui auraient voulu que nous nous fondions dans le décor, que notre fédération est là pour rester et pour agir.

Le développement de notre organisation s'est poursuivi par l'embauche de nouveau personnel, l'achat d'un immeuble pour y installer notre siège social, l'amélioration de nos pratiques et services afin de mieux répondre aux attentes des membres et remplir plus efficacement nos mandats et obligations. Les batailles furent nombreuses. Que ce soit contre la généralisation de l'anglais intensif, contre la violence faite aux profs, contre l'évaluation des enseignantes et enseignants, contre le financement public des écoles privées, pour la promotion de la gratuité scolaire ou la protection de la langue française, voilà quelques-uns des fronts parmi tant d'autres sur lesquels la FAE fut active tant sur un plan syndical que social.

Fidèle aux engagements qui ont contribué à sa création, la FAE s'est développée pour ses membres et avec ses membres. Ses assises démocratiques sont solides. Les prises de position de notre organisation sur des enjeux majeurs émanent de consultations auxquelles toutes et tous sont conviés. Même si notre organisation s'est souvent élevée, opposée, a dénoncé ou fait obstacle à certaines politiques gouvernementales ou de nos employeurs, elle s'est aussi démarquée par sa capacité à proposer des solutions. Des solutions auxquelles, là encore, sont associés les membres et qui ont su concilier leurs intérêts syndicaux et professionnels. À cela s'ajoute notre appui indéfectible à l'école

publique que nous défendons avec acharnement et conviction. Pensons aussi à des dossiers comme celui de la Plateforme pédagogique ou de la révision de la progression des apprentissages au premier cycle du primaire. Les travaux ont été réalisés grâce à nos membres, les vrais experts en éducation. Ce sont des réalisations dont nous pouvons être fiers. Nous avons mis sur pied une organisation critique, combative certes, mais aussi rassembleuse et ouverte. *La Semaine pour l'école publique* en est un exemple éloquent. Le mouvement **héros** quant à lui, prend de plus en plus d'ampleur.

Avec le vent dans les voiles et forte de ses membres, notre organisation ne peut qu'aspirer à de grandes choses pour le futur. Le défi que représentait l'opération de désaffiliation, avec la somme colossale de travail que celle-ci a exigée de nous toutes et tous, en valait pleinement la peine. Nos gains et nos avancées confirment que notre choix était le bon. La structure de la FAE, ses réalisations et la place qu'elle occupe sur la scène syndicale, sociale et politique sont la marque d'une grande organisation qui peut envisager l'avenir avec confiance.

Je profite de ces lignes pour vous livrer un dernier message, plus personnel celui-là. Comme plusieurs le savent déjà, je quitterai mes fonctions de président à la conclusion du Congrès de juin 2013. Je tiens à vous remercier de votre confiance et à vous dire aussi combien j'ai été fier de vous représenter, fier de défendre notre belle profession, de même que celles et ceux qui la pratiquent. Une profession essentielle pour la société, exercée par des personnes généreuses, très généreuses à l'égard de leurs élèves au point de trop souvent s'oublier et de négliger de penser à elles.

C'est avec beaucoup de satisfaction et le sentiment du travail accompli que je pars après avoir passé les six dernières années à la direction de la FAE, notre fédération. Je suis persuadé que vous saurez poursuivre le travail amorcé non seulement dans le développement de notre organisation, l'outil formidable que nous nous sommes donné pour atteindre nos objectifs syndicaux et professionnels, mais aussi pour l'amélioration de nos conditions de travail, dans la reconnaissance et la protection de notre profession. C'est par la confiance en nous-mêmes et en nos moyens, par l'action engagée, militante et solidaire, entre les membres, entre les écoles et centres et entre les syndicats affiliés que nous protégerons nos droits, ferons progresser nos idées et atteindrons nos idéaux.

Je quitte la Fédération, mais la lutte continue.

Je vous remercie pour ces belles années et vous dis au revoir.

Pierre Le Germain

POUR EN FINIR AVEC ÉMILIE BORDELEAU

Guy Desmarais

Le 24 avril dernier s'est déroulé, à Montréal, le cinquième Réseau des femmes organisé par la FAE. Près de soixante participantes ont alors eu l'occasion de discuter des impacts de la féminisation de la profession enseignante sur l'autonomie professionnelle et l'encadrement de la tâche. Des débats passionnants, riches d'enseignement et, à l'aube d'une nouvelle négociation, des plus prometteurs. *L'Autonome y était.*

Le fait que les femmes soient majoritaires dans la profession entraîne-t-il la continue mise à mal de leur autonomie professionnelle? L'encadrement professionnel serait-il le même si la répartition de l'effectif enseignant différait? Ces questions fondamentales, qui ont en partie guidé la réflexion collective de la journée, commandent un regard vers le passé. D'abord pour bien comprendre les fondements des archétypes qui perdurent encore aujourd'hui, mais surtout mesurer tout le chemin parcouru.

Le Réseau 2013 accueillait cette année deux pionnières syndicales. Madame Régine Laurent, présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), première femme noire à occuper la présidence d'une importante organisation syndicale et madame Lorraine Pagé, ex-présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), première femme à occuper la présidence d'une centrale syndicale. Leurs allocutions ont permis de mettre en relief des similitudes dans les combats menés par les enseignantes et les infirmières.

Selon Lorraine Pagé, c'est à travers une analyse féministe qu'il faut aborder la question. « La division sexuelle du travail, un produit historique universel, a engendré des obstacles supplémentaires pour les femmes. D'abord parce qu'elle les a limitées à la sphère privée, en laissant aux hommes l'opportunité d'investir la sphère publique. » Puis parce qu'elle niait aux femmes l'accès au travail rémunéré, elles ont dû mener une bataille que les hommes n'ont jamais eu à affronter : le droit au travail. « Mais, dès leur entrée sur le marché du travail, les femmes ont été confinées à des ghettos d'emploi correspondant à leur nature profonde. Donc des emplois caractérisés par de mauvaises conditions de travail et une faible rémunération. »

Comme le souligne Régine Laurent : « Dans un passé pas si lointain, nos deux professions se sont vues accoler l'étiquette de *vocation*. Bien sûr en raison de la mainmise de l'Église et de la présence massive de religieuses dans ces deux sphères d'activité, mais aussi parce que nos professions étaient associées à des qualités traditionnellement attribuées aux femmes. » Cette réalité a engendré une absence de reconnaissance professionnelle, sociale et économique qui a longtemps desservi les infirmières et les enseignantes. Le combat syndical des infirmières, s'il a emprunté des voies parfois différentes de celui des enseignantes, a d'abord été de briser les stéréotypes afin de faire pleinement reconnaître la profession. La présidente de la FIQ n'a pas manqué de souligner combien les réformes successives dans le monde de la santé ont profondément affecté la réalité professionnelle des infirmières. « L'action syndicale des infirmières, en associant les conditions de travail à la qualité des soins aux patients, a permis de faire reconnaître la profession et d'améliorer nos conditions de travail. »

Ces luttes, les infirmières les ont poursuivies alors que le gouvernement québécois imposait de lourdes compressions budgétaires dans le secteur de la santé. « La grève de vingt jours en 1999 nous aura quand même permis d'obtenir la création de 2000 nouveaux postes. » N'oublions jamais que le gouvernement Bouchard choisit alors de réprimer très durement la grève des infirmières, déclarée illégale. La présidente de la FIQ s'interroge : « La répression aurait-elle été aussi dure pour une *gang* de gars qui aurait fait la grève ? »

L'idéologie patriarcale influence toujours la gestion et la négociation dans les secteurs d'emploi majoritairement féminins. À preuve, Lorraine Pagé relève que ce sont les femmes





Madame Régine Laurent, présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)



Madame Lorraine Pagé, ex-présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ)

enceintes qui encore trop souvent sont victimes de congédiements illégaux. « Cette idéologie transparaît également à travers la banalisation de certaines tâches ou encore la non-reconnaissance du travail invisible des femmes. De même, en cours de négociation, les revendications touchant directement les femmes (congé de maternité, responsabilité parentale ou conciliation travail-famille) se voient attribuer une importance secondaire. » Les professions à majorité féminine se font de plus en plus imposer un contrôle supplémentaire. « L'autonomie professionnelle est réduite et encadrée. Comme si les femmes avaient

besoin de se faire dire quoi faire. Comme si elles n'étaient pas suffisamment fines pour prendre elles-mêmes les bonnes décisions ! »

L'analyse féministe doit être mise au service de la profession enseignante. Elle doit en promouvoir l'avancement. Comme le souligne Lorraine Pagé : « Il faut s'approprier profession et militance. Il faut, comme femme, se sentir habilitée à parler de notre profession, à la défendre et à revendiquer. »

Au revoir, Émilie ! Le chemin parcouru est impressionnant, mais les luttes à livrer demeurent nombreuses.



Badiâa Sekfali (APPM)

Il y a encore beaucoup à revendiquer, beaucoup de batailles contre le système à mener. Le Réseau des femmes est un moment privilégié qui nous permet de définir les problèmes, de les préciser et d'établir nos revendications en conséquence. Si on ne demande rien, on n'a rien !



Louisanne Tremblay (SEPI)

Pourquoi venir au Réseau des femmes ? Pour encourager une collègue à participer, je lui dirais qu'elle le mérite, elle mérite de prendre du temps pour elle, pour se questionner sur son rôle dans la société, dans sa famille, dans son travail. Les échanges riches et stimulants que j'ai eus ici me donnent le goût d'avancer.



Laurence Brillon (SES)

Le Réseau c'est un temps d'arrêt que l'on se donne avec d'autres femmes, pour se parler entre nous. Au quotidien, on n'a pas toujours le temps de s'arrêter et d'analyser les problèmes que nous vivons. Ici, je constate que je ne suis pas seule. Ça donne le goût de poursuivre ! Oui, on a des revendications et il faut les défendre.



Maryse Paquette (SEOM)

Le Réseau des femmes c'est le meilleur endroit pour s'approprier l'histoire du militantisme féminin, pour échanger sur nos réalités. Les femmes se sont toujours battues, rien ne leur a été donné. Il y a encore des batailles à faire et, ensemble, nous sommes capables de les faire.



Carol Anne Dion (SERL)

J'ai participé à tous les réseaux organisés par la FAE parce que c'est toujours enrichissant de partager les analyses qui permettent de mieux comprendre notre réalité de femme et d'enseignante. Les échanges que nous avons eus devraient se traduire en revendications pour améliorer la convention collective.

VERS LE V^e CONGRÈS

Sylvio Morin

MILITONS
ENSEIGNONS
NOUS PARTAGEONS
AGISSONS
INSPIRONS
OSONS

C'est la magnifique région de l'Outaouais, sur les rives de la rivière du même nom, qui accueillera le V^e Congrès de la FAE, du 25 au 28 juin 2013.

Les quelque 250 congressistes, provenant des neuf syndicats affiliés et de l'Association de personnes retraitées de la FAE, sont attendus au réputé Château Montebello, un lieu de villégiature époustouflant. Le thème du congrès, *Nous*, traduit la volonté de la Fédération de défendre

ses membres et de valoriser la profession enseignante. Ce *Nous* est aussi ouvert sur la société. Il rappelle le lien de solidarité qui se tisse entre le collectif enseignant et la société québécoise.

Si le Congrès permet de dresser les bilans, les participantes et participants seront

invités à se projeter dans l'avenir et à débattre d'enjeux importants qui concernent la vie des enseignantes et enseignants dans leur milieu professionnel et au sein de la société québécoise. Cette période de réflexion et d'expression de la vie démocratique permettra de fixer les grandes orientations de la FAE pour les trois prochaines années.

Outre le bilan des activités et des réalisations des années 2010-2013 qui leur sera livré, les déléguées et délégués seront appelés à élire les cinq membres du Comité exécutif (CE) dont la période de mise en candidature a pris fin le 6 mai. La campagne électorale a officiellement débuté le 17 mai et prendra fin le jour du scrutin soit le 27 juin. Les membres du CE sont élus pour un mandat de trois ans.

Rappelons que les enseignantes et enseignants qui désirent participer au Congrès doivent s'adresser aux responsables de délégation de leur syndicat. La date limite d'inscription des délégations a été fixée au 5 juin.

Un camp de vacances est proposé aux enfants des personnes déléguées qui participeront au Congrès. Les enfants passeront quatre jours et trois nuits au camp Edphy à Val-Morin. Pour de plus amples renseignements, communiquez avec la personne responsable de délégation de votre syndicat. Pour toute question concernant le Congrès, vous pouvez envoyer un message à : congres2013@lafae.qc.ca.



UNE ÈRE DE CONSOLIDATION ET D'INNOVATION

Guy Desmarais

Au lendemain du troisième Congrès de la FAE, toutes et tous avaient l'impression d'entrer dans une nouvelle ère. Après quatre années de travail acharné pour implanter une nouvelle organisation, l'heure est désormais à la consolidation. Le rythme auquel se sont succédé les projets et les dossiers témoigne avec éloquence de la vivacité et de la combativité de notre organisation. En voici un bref rappel.

Quelques jours avant le début du Congrès 2010, la FAE concluait la première entente de son histoire avec le gouvernement québécois. Cette entente sectorielle ne dispose toutefois pas de la négociation sur les clauses économiques ou de l'imposant dossier des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA). À l'évidence, on ne chômera pas! À l'automne 2010, à peine sortie de négociation... la Fédération y retourne et s'attaque à ces deux chantiers prioritaires.

Sur le plan économique, la FAE ne réussira pas à renverser l'entente salariale convenue entre le gouvernement et les centrales syndicales. Sa ténacité permettra toutefois de corriger l'iniquité salariale vécue par de nombreuses enseignantes en retrait préventif à travers l'ensemble du Québec.

Dans le dossier des élèves HDAA, la FAE s'illustrera à nouveau par sa détermination à trouver de véritables solutions à l'intégration débridée ayant cours. Grâce à la mobilisation de ses membres, la mise sur pied d'une vaste coalition « Pour une intégration réussie », des campagnes médiatiques percutantes et la détermination de son équipe de négociation, la FAE convient d'une entente qui servira de modèle pour l'ensemble des commissions scolaires du Québec. L'entente prévoit, entre autres, de nouvelles balises encadrant les élèves HDAA en classe ordinaire, l'injection de budgets additionnels et de nouveaux mécanismes d'arbitrage des litiges. À l'avant-scène dans la conduite de ce dossier, la FAE consolide son statut d'organisation incontournable de toute négociation dans le monde de l'éducation.



NOUVEAU BULLETIN...

Annoncé au printemps 2010, le nouveau bulletin promis par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, s'avère plutôt être... un nouveau mensonge. La FAE ne tarde pas à relever publiquement les incongruités du bulletin Beauchamp qui devait pourtant consacrer le retour à l'évaluation des connaissances et fournir la même information aux parents à travers tout le Québec. À sa bonne habitude, la Fédération ne se limite pas à la critique, elle propose des solutions. Le 31 janvier, une conférence de presse marque le lancement de la Progression des apprentissages (PDA) en français pour le premier cycle du primaire. Fruit de plus de six mois de travaux d'un groupe d'enseignantes, la PDA produite par la FAE démontre hors de tout doute qu'il est possible de préciser les contenus de programme, de définir un socle commun de connaissances et de les évaluer.



TOUCHE PAS À MON PROF !

« 85 % des enseignantes et enseignants déclarent avoir déjà été victimes de violence physique ou psychologique. » Cette donnée inquiétante nous était révélée par un sondage commandé par la FAE auquel avaient participé plus de deux mille enseignantes et enseignants. Les informations recueillies tracent un sombre portrait de la violence dans les écoles et surtout de l'inefficacité du plan d'action lancé par le ministère en avril 2008. En 2011, la FAE entreprend une vaste campagne pour contrer la violence dans les écoles. Sur le thème « Touche pas à mon prof », une série de documents (guide, vidéo, affiche, macaron) a été produite afin de mobiliser les milieux sur la question et sensibiliser les enseignantes et enseignants, les directions d'établissement, les parents et toutes les personnes qui croient essentiel d'éradiquer la violence dans les écoles. La FAE a également mis sur pied un registre national des actes à caractère violent de façon à amener le MELS à agir dans le dossier.



LE DÉCROCHAGE DES FILLES

Alors que le décrochage des garçons fait les manchettes, le phénomène du décrochage des filles demeurait jusqu'à tout récemment assez méconnu. C'était avant que la FAE et le comité de condition des femmes ne décident d'aller de l'avant avec une recherche inédite sur le sujet. Or, il appert que les conséquences économiques du décrochage sont beaucoup plus importantes pour les filles. Qui plus est, la précarité économique des familles moins nanties devient un facteur de décrochage chez les jeunes. Cette recherche exploratoire de la FAE démontre l'urgence d'agir dans le dossier en documentant davantage le phénomène et en prenant des mesures pour contrer le décrochage des filles.



LE FINANCEMENT PUBLIC DE L'ÉCOLE PRIVÉE

Aux côtés du dossier de la réforme, la question du financement public des écoles privées constitue l'un des dossiers prioritaires de la FAE. D'ailleurs, depuis la diffusion initiale de la recherche, en 2010, la question du financement des écoles privées est régulièrement à l'ordre du jour. Au cours des derniers mois, la FAE a lancé une première campagne virale via les médias sociaux pour dénoncer ce financement qui se fait au détriment de l'école publique.

METTONS FIN au financement public des écoles privées



DANS LES MÉDIAS

Au cours des dernières années, la FAE a consolidé sa présence dans les médias nationaux. L'organisation est aujourd'hui bien connue et ses points de vue sont régulièrement relayés par la presse écrite et dans les médias électroniques. La FAE a également été présente par des campagnes télévisuelles, notamment dans le dossier des élèves HDAA et, plus récemment, sur la progression des apprentissages en français mise de l'avant par la FAE. Notons également la reconnaissance publique et médiatique de la *Semaine pour l'école publique*, un rendez-vous annuel désormais incontournable.



ET TANT D'AUTRES CHOSES...

Évidemment, par sa nature, ce bref rappel des faits marquants du dernier triennat est incomplet... et injuste pour toutes les autres réalisations de la Fédération. Il y a ainsi eu un Congrès extraordinaire en 2012, la participation à de nombreuses coalitions, des travaux importants de plusieurs comités, le mouvement héros, la publication de guides, le renouvellement des outils de communication, de nouveaux modes de consultation et même... l'achat d'un immeuble et un déménagement. Ouf ! Voilà un bilan chargé qui témoigne bien du rythme qui règne à la FAE et qui lui permet véritablement d'être... la force vive en éducation !



LOI SPÉCIALE



LA HONTE A UN VISAGE

La Fédération québécoise de l'enseignement
La force vive en éducation



LA FAE, LA FORCE VIVE en éducation



DES DÉBATS PORTEURS D'AVENIR

Sylvio Morin

Si le Congrès permet de dresser les bilans, c'est aussi le moment privilégié pour se projeter dans l'avenir et adopter de nouvelles orientations pour la Fédération. De la laïcité à la réflexion approfondie sur la démocratie syndicale en passant par l'adhésion à l'Internationale de l'Éducation et à l'élargissement des effectifs de la FAE, le prochain Congrès promet déjà des débats fructueux et porteurs d'avenir. Voici un aperçu des dossiers qui seront abordés.

À la suite de l'importante consultation du printemps 2012, les membres de la FAE seront en mesure de statuer sur un modèle de laïcité dont découleront les prises de position de la Fédération dans l'avenir, notamment sur la question des accommodements raisonnables.

Le modèle proposé s'appuie, d'une part, sur la *Déclaration de principes* adoptée par le Congrès en juin 2008 et, d'autre part, sur les deux années de discussions du groupe de travail sur la laïcité, mis sur pied en septembre 2010. L'affirmation de l'égalité en droit pour toutes et tous ainsi que l'affirmation d'une société plurielle, ouverte, accueillante et respectueuse de la différence sont au cœur de la démarche.

La proposition repose sur dix principes dont le point de départ est la définition suivante : « La laïcité est un principe politique qui assure la séparation de l'État et du pouvoir religieux et la neutralité de l'État au regard des croyances. » Ainsi, la FAE propose de rompre avec le caractère bipolaire du débat (fermé ou ouvert, républicain ou libéral) en développant une laïcité adaptée à la réalité concrète du Québec d'aujourd'hui.

En outre, les membres des délégations seront invités à débattre d'une quinzaine de recommandations portant sur les accommodements raisonnables ainsi que les droits et les devoirs du personnel enseignant.

PLACE À L'INTERNATIONALE

Au cours des dernières années, tant par ses actions pour promouvoir les droits des enseignantes et enseignants que dans ses campagnes soutenant l'école publique, la FAE s'est positionnée sur la scène québécoise et canadienne comme une organisation crédible et rassembleuse.

Au-delà le monde de l'éducation, la Fédération a tissé des solidarités avec d'autres

groupes pour se porter à la défense des services publics, appuyer les plus démunis de la société ou encore promouvoir la langue française.

Dans cette optique, la FAE estime opportun d'élargir le rayonnement de ses solidarités en envisageant d'adhérer à l'Internationale de l'Éducation (IE), la plus grande organisation syndicale de la planète.

L'IE regroupe 400 organisations syndicales réparties dans 160 pays et territoires qui représentent quelque 30 millions de personnels de l'éducation. L'organisme défend les intérêts syndicaux, politiques, démocratiques, socio-économiques et socioculturels de ses membres.

Une demande d'adhésion ne se traduit pas automatiquement par une acceptation d'affiliation, car il doit y avoir consultation avant la prise de décision. Notons enfin que le prochain Congrès de l'IE aura lieu en juillet 2015 à Ottawa.

UNE COMMISSION ITINÉRANTE

La cadence de travail que s'est donnée la FAE et la somme de ses réalisations font trop souvent oublier qu'elle n'a pas encore sept années d'existence. On ne saurait minimiser le défi colossal que représente la mise en place d'une nouvelle organisation syndicale d'envergure nationale. Un défi que notre organisation a relevé avec brio ! Dans une perspective de consolidation et de renforcement de la cohésion inhérente à notre action collective, il est temps de se donner un moment de réflexion privilégié qui permettra de consolider le fonctionnement démocratique de la FAE.

Cette tâche, on propose de la confier à une commission itinérante, composée de trois membres, dont minimalement deux en provenance des syndicats affiliés. Son mandat consisterait à examiner la relation entre la

Fédération et ses membres affiliés, les pratiques syndicales ainsi que la perception et les attentes des membres de la base. Les commissaires devront mener leurs travaux tout en privilégiant une approche consensuelle. Ils veilleront également à proposer des pistes de solution aux enjeux et aux défis identifiés. La commission aura trois ans pour mener à terme ses travaux, soit jusqu'au Congrès de juin 2016.

S'OUVRIR POUR S'ÉPANOUIR

Forte de ses sept années d'existence, la FAE peut désormais envisager l'examen de la place qu'elle occupe sur l'échiquier syndical québécois. Cela pourrait, entre autres, se traduire par l'accueil de nouveaux membres et l'établissement d'alliances stratégiques avec d'autres organisations.

Si les déléguées et délégués au Congrès estiment que les bénéfices de l'élargissement des rangs de la FAE l'emportent sur d'éventuels inconvénients, ils auront à adopter une série de mesures permettant d'encadrer cette ouverture en adaptant les statuts de l'organisation et en la dotant des moyens nécessaires au recrutement actif et à l'accueil harmonieux de nouveaux membres.

Cette politique d'ouverture devra passer par une modification de l'article 2.2 des statuts portant sur la juridiction de l'organisme. Présentement, cet article se lit comme suit : « Juridiction : La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) regroupe des syndicats qui représentent le personnel des commissions scolaires du Québec et d'autres établissements d'enseignement déjà représentés par les syndicats fondateurs ainsi qu'une association de personnes retraitées. »

Pour accroître l'importance de la Fédération sur la scène syndicale, un nouveau libellé de l'article 2.2 est proposé : « Juridiction : La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) regroupe des syndicats qui représentent du personnel du milieu de l'éducation du Québec ainsi qu'une association de personnes retraitées. »

EN FAVEUR DE COMMISSIONS SCOLAIRES AMÉLIORÉES

Depuis sa création, la FAE a pris soin de garder une distance critique dans le débat concernant l'avenir des commissions scolaires.

Elle n'a favorisé ni l'abolition, ni le statu quo. La Fédération soutient plutôt qu'il faut maintenir une structure intermédiaire, responsable de la gestion administrative, dans le plus grand respect de l'autonomie professionnelle des enseignantes et enseignants.

Il y a tout lieu de s'inquiéter et de dénoncer les dérives managériales dans l'administration de plusieurs commissions scolaires. À cet égard, la FAE adopte un discours critique et revendique des modifications à la structure. Elle récuse toutefois le discours abolitionniste de certains, dont la Coalition Avenir Québec, qui dans les faits repose sur une conception marchande de l'éducation, et où la décentralisation des pouvoirs au profit des directions d'établissement nuirait davantage à l'autonomie professionnelle des enseignantes et enseignants. Aussi, la FAE proposera à ses déléguées et délégués de se prononcer en faveur du maintien des commissions scolaires tout en leur permettant d'en réclamer une véritable transformation.

L'AUTONOMIE PROFESSIONNELLE

Les congressistes se pencheront sur plus d'une vingtaine de recommandations liées au dossier de l'autonomie professionnelle des enseignantes et enseignants. Il est, entre autres, recommandé aux personnes déléguées que cette autonomie s'inscrive dans une organisation des rôles qui rejette toute forme d'ordre professionnel. Cette proposition fait suite à l'analyse des résultats de la consultation menée par le groupe de travail mis sur pied pour réfléchir sur l'autonomie professionnelle et qui a permis de dégager plusieurs constats. Nombre de ceux-ci réfèrent aux multiples entraves à l'autonomie, dont l'alourdissement de la tâche, le non-respect du jugement professionnel, la bureaucratisation de l'éducation, les ingérences des directions d'établissement dans la pratique et les encadrements légaux.

Les déléguées et délégués auront également à prendre position sur les rôles et responsabilités des directions d'établissement scolaire, des conseils d'établissement, des commissions scolaires et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Les recommandations permettront à la FAE d'articuler une proposition cohérente de valorisation de l'autonomie professionnelle.

SOUTIEN AU PERSONNEL ENSEIGNANT RETRAITÉ

Voilà maintenant trois ans que l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE) a vu le jour. Elle compte maintenant près de 500 membres et pourrait atteindre les 600 d'ici deux ans.

Si l'organisme a su prouver sa pertinence et son utilité, il est toutefois encore fragile sur le plan financier. De plus, puisque l'Association se développe, il faut envisager d'engager du personnel afin de soutenir la permanence qui est assurée par des personnes à la retraite.

C'est pourquoi le Congrès sera invité à renouveler son appui à l'APRFAE pour une période additionnelle de trois ans. Entretemps, le regroupement devra préparer un plan de développement qui sera soumis au Conseil fédératif de janvier 2014.

BOURSES FAE

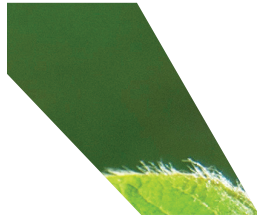
La solidarité est l'une des valeurs fondamentales sur laquelle est fondée la FAE. Dans cette perspective, la Fédération se propose de créer un fonds de dotation qui lui permettrait de soutenir des projets et des individus dont l'action s'inscrit dans la continuité des valeurs fédératives. Ce soutien prendrait la forme de deux bourses annuelles : la première destinée à encourager de jeunes femmes qui effectuent un retour aux études et la seconde pour soutenir des projets de recherche novateurs en relations du travail.



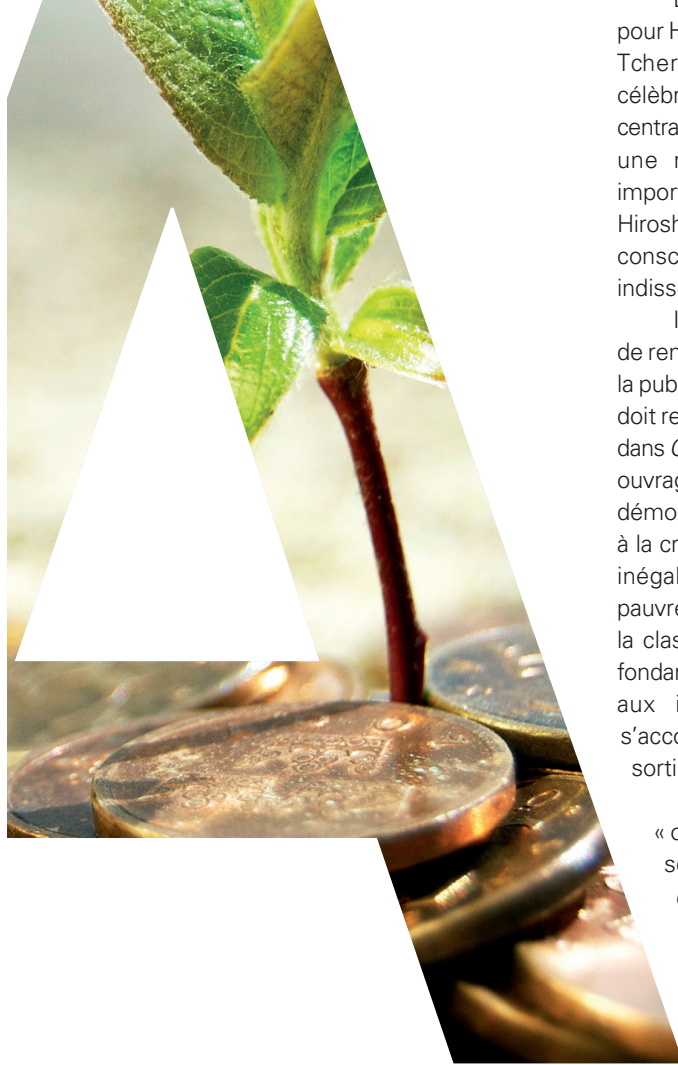
RENCONTRE AVEC HERVÉ KEMPF

ENTRER DANS LA SOBRIÉTÉ ÉCOLOGIQUE

Armand Dubois



À l'invitation de la FAE, Hervé Kempf, journaliste en environnement au quotidien *Le Monde* et auteur de plusieurs ouvrages traitant des rapports entre l'économie et l'écologie, est venu au Québec en avril dernier. Il a alors livré une série de conférences sur l'urgence de revoir notre mode de vie axé sur la surconsommation. *L'Autonome* a profité de son passage pour s'entretenir avec un penseur incontournable.



Le 26 avril 1986 reste une date inoubliable pour Hervé Kempf. Ce jour-là, la petite ville de Tchernobyl en Ukraine devint tristement célèbre. Le pire accident à survenir dans une centrale nucléaire a répandu dans l'atmosphère une radioactivité quatre cent fois plus importante que celle de la bombe larguée sur Hiroshima. Cette catastrophe lui a fait prendre conscience des enjeux environnementaux, indissociables de l'activité humaine.

Il amorce alors un travail de synthèse et de renouvellement de l'écologie politique par la publication de livres exposant les défis que doit relever l'humanité en ce XXI^e siècle. Déjà dans *Comment les riches détruisent la planète*, ouvrage traduit en plusieurs langues, il nous démontre que l'absence de réelles solutions à la crise écologique découle de la profonde inégalité qui règne actuellement entre les pauvres et les riches et du comportement de la classe oligarchique. « Le capitalisme est fondamentalement matérialiste. Il ne propose aux individus qu'une seule façon de s'accomplir : avoir toujours davantage. Il faut sortir de cette logique. »

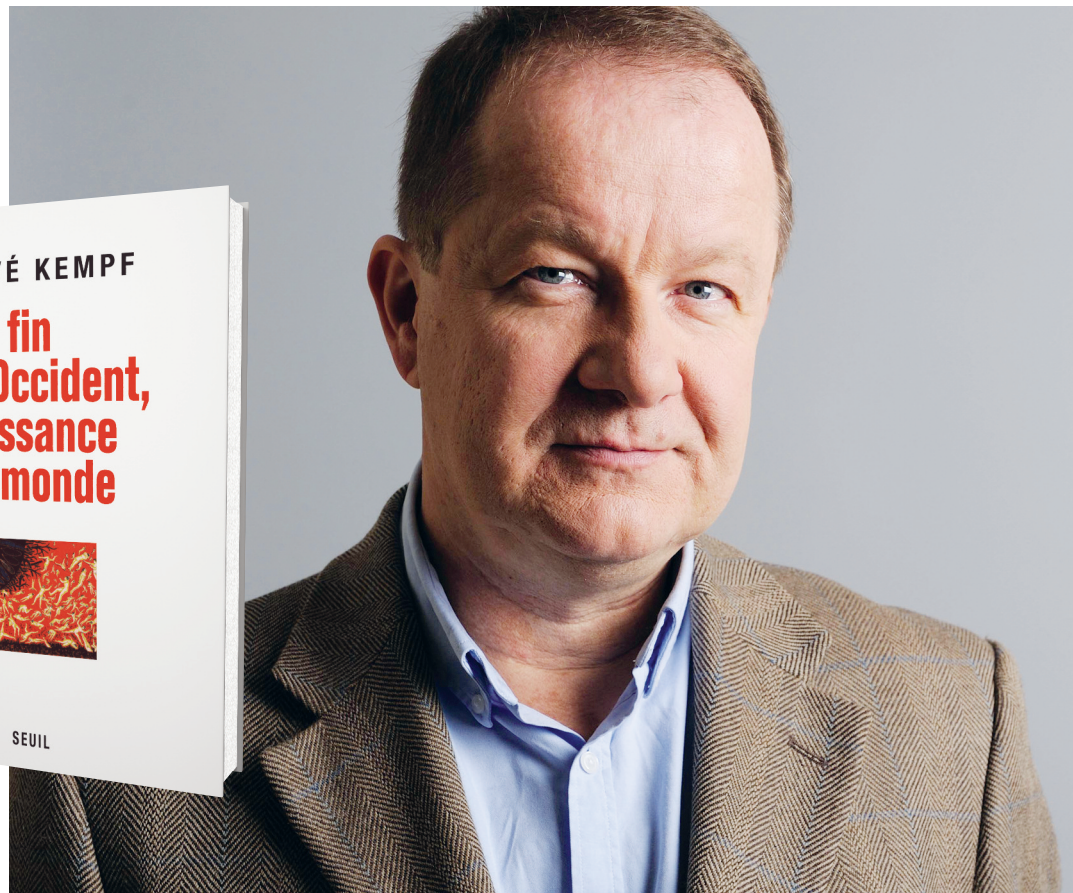
Se définissant lui-même comme un « objecteur de croissance », Hervé Kempf soutient dans sa dernière publication *Fin de l'Occident, naissance du monde* que la solution à la crise écologique passe par un retour au sentiment collectif. C'est la voie à emprunter pour sortir de cette course effrénée vers une croissance perpétuelle que ne

peuvent soutenir des ressources planétaires limitées. Si l'*American way of life* semblait peut-être avoir un sens, il y a 30 ou 40 ans, précise Hervé Kempf, maintenant on sait que cette façon de vivre est dangereuse, voire néfaste pour la planète.

« L'époque actuelle laisse à penser que nous sommes fous. Au Canada par exemple, le fait d'exploiter avec une telle avidité les sables bitumineux tout en sachant parfaitement que cela a un effet absolument désastreux sur l'environnement. Ou encore les États-Unis qui poursuivent l'exploitation des gaz de schiste à très grande échelle, alors qu'il y a un impact, là aussi, sur l'environnement. »

Cette avidité pour les ressources énergétiques ne cesse d'accroître l'écart entre les pays riches et les pays pauvres. L'oligarchie, cette « forme politique conçue par les Grecs anciens » comme Kempf nous le rappelle, entre autres, dans son livre *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, désigne ainsi le groupe restreint de personnes détenant les pouvoirs politique, économique et médiatique et qui provoque la dérive des sociétés démocratiques occidentales et fait en sorte de nous conduire directement vers un mur écologique.

« La crise écologique est réelle et elle va progressivement imposer un certain nombre de choses. Est-ce qu'on prend le virage en réduisant les inégalités ou est-ce qu'on subit une évolution qui implique une souffrance parce qu'on s'oppose à ce qui s'impose ? Cette



croissance ne peut plus tenir que par la dette. On le voit aux États-Unis, en Europe et on va le voir en Chine. C'est une croissance artificielle. Plusieurs écologistes commencent à parler de dette écologique. On épuise le capital de la planète sans le renouveler. Si on continue de cette manière, cette accumulation de dettes se traduira par une dégradation de la capacité de notre environnement à répondre aux besoins des humains. »

Hervé Kempf allègue qu'il est impératif que l'Occident s'appauvrisse. Une affirmation qui secoue et qui, reconnaît-il, n'est pas facile à entendre ni à accepter. Le niveau de vie devra baisser pour que chacun ait sa juste part et aussi, si l'on veut que l'espèce humaine survive sur cette planète. L'appauvrissement matériel de l'Occident est inévitable qu'on le veuille ou non, car la réalité de la biosphère et de ses mécanismes de régulation nous rattrape. « Je précise toujours appauvrissement matériel car on va s'enrichir autrement, par les liens sociaux, par un nouveau monde. Je ne dis pas que la baisse de la consommation matérielle va être simple, mais entrer dans une logique de sobriété et le faire ensemble, c'est redécouvrir la richesse humaine. »

Pour Hervé Kempf, le capitalisme actuel exacerbe l'individualisme et transforme – pour ne pas dire anéantit – la culture collective. Il faut donc sortir de cette culture capitaliste. La sagesse impose que l'on s'éloigne de ce désir de vouloir posséder toujours davantage.

« Deux voies sont possibles. La première, c'est celle du capitalisme qui se crispe dans le but de maintenir cette société de croissance en gardant les privilèges pour une minorité par un contrôle médiatique puissant, en ayant recours aux forces policières, en entretenant des rivalités nationales et en stigmatisant l'étranger. L'autre voie, c'est de prendre le

virage d'un nouveau monde en évaluant toujours l'impact écologique des activités économiques et en les hiérarchisant en fonction de ce facteur. Une économie axée sur le lien social pour aller vers des sociétés plus solidaires. Comment allons-nous vivre cette mutation? En nous adaptant au mieux à ce nouveau monde, ou en faisant obstruction au sens de l'histoire, au prix d'un déchaînement de la violence. »

Cette violence, c'est celle engendrée par le désir de s'appropriier les ressources énergétiques limitées encore disponibles. Car les pays émergents ont tendance à vouloir copier le modèle américain. Comment vouloir leur imposer des normes respectant l'environnement alors que depuis la révolution industrielle, l'Occident a outrageusement abusé des ressources sans tenir compte des impacts écologiques? À cela, Hervé Kempf répond qu'il faudra que nous, occidentaux, réduisions notre consommation matérielle de manière exemplaire. Si nous le faisons, les autres le feront, ils nous imiteront voyant bien que le modèle actuel ne tient pas. Nous n'avons aucune leçon à donner au reste du monde, dit-il, mais beaucoup de comportements à modifier aux yeux des autres. Il cite l'exemple de la voiture dont le nombre ne cesse de s'accroître sur la planète.

« Faisons notre part du chemin, car nous avons la plus grande part de responsabilité. Ce que je prétends, c'est que si notre niveau de consommation diminue, les Chinois, les

Indiens, les Brésiliens, tous diront qu'ils n'ont pas besoin d'autant de voitures si nous, occidentaux, nous passons de plus en plus au vélo. Vous voyez ce que je veux dire? D'autant plus que dans ces pays, la question écologique se pose aussi. »

L'inégalité planétaire n'est pas durablement supportable. La lucidité conduit Hervé Kempf à demeurer malgré tout optimiste et à ne pas sombrer dans le désespoir malgré le triste constat des blessures profondes infligées à la Terre. La réponse à nos problèmes s'inscrit dans un changement d'état d'esprit, de la manière de vivre ensemble, dans une réorganisation politique.

« Le mur écologique qui se dresse devant nous apparaît comme une occasion privilégiée, pour les humains que nous sommes, de nous ressaisir et de passer à l'action. La question écologique est tellement importante que cela peut nous donner de l'énergie, peut-être encore plus pour les jeunes générations. C'est plus passionnant de se dire qu'on est dans une époque historique où l'espèce humaine est à un tournant, où il va falloir se retrousser les manches pour éviter de se retrouver dans le fossé. Se dire que la situation est difficile mais qu'elle appelle de nous de nouvelles ressources, c'est énergisant. Réduire la consommation matérielle, être plus attentif aux autres, au monde et à sa beauté, le regarder, le contempler, c'est dire qu'un autre monde est possible! »

Les chapelles de l'éducation

Wilfried Cordeau

L'école, cette institution collective qui, par nature, se veut le lieu de reproduction des schèmes sociaux doit répondre aux attentes de la société et à la mission qu'elle lui confie. Mais l'école doit aussi être de son temps et s'adapter aux exigences nouvelles d'une société en perpétuelle transformation. Elle doit répondre à la reconfiguration constante d'une dynamique sociale soumise aux aléas politiques et aux pressions exercées par les idéologies et les forces dominantes. Ce faisant, elle se situe au croisement des diverses conceptions du vivre-ensemble et du bien commun qui peuvent s'exprimer ou s'opposer. Enfin, son principal paradoxe consiste certainement à remettre aux mains d'individus, les outils qui leur permettront de rompre avec l'héritage des générations, tout en le préservant : l'autonomie individuelle s'acquiert au prix de la reproduction culturelle collective. En somme, ces tensions, longuement discutées par les philosophes et les sociologues de l'éducation depuis des décennies, sont encore bien vivantes aujourd'hui. À l'heure où la transformation économique des sociétés occidentales force la redéfinition en profondeur de leurs systèmes d'éducation, ces tensions pèsent lourd sur l'utilité, les finalités et les priorités que l'on veut attribuer à l'école.

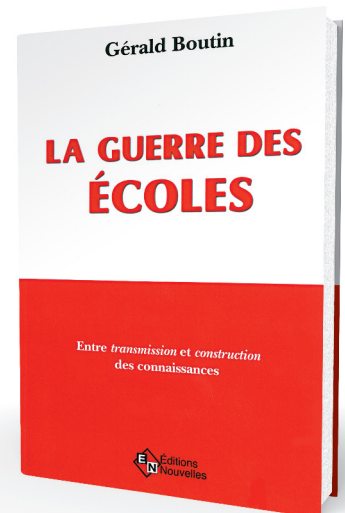
Depuis trente ans, en effet, les pressions exercées par l'OCDE et les institutions internationales sur l'école pour l'adapter à un nouveau paradigme sociétal – celui de la mondialisation des marchés et des mains-d'œuvre – se sont cristallisées, donnant parfois lieu à un renversement des mouvances conceptuelles qui guident les systèmes éducatifs. D'après Gérard Boutin, c'est une véritable *Guerre des écoles*, fondamentalement idéologique, à laquelle nous assistons désormais. Opposant des visions différentes de ce que doivent être les finalités et la mission de l'école, le débat se porte selon ce chercheur de l'UQAM sur

le terrain du rapport à la connaissance. L'enjeu repose sur la conception même de ce savoir qui est devenu la pierre angulaire des nouvelles conquêtes et compétitions marchandes de l'économie mondialisée. En somme, à quoi sert le savoir? Quel savoir est en jeu? Pour façonner quel individu, et dans quelle société?

D'une part, les tenants de l'École dite traditionnelle croient profondément à sa mission de transmission culturelle. Chargée de relayer le bagage culturel des sociétés, l'école doit viser l'accès du plus grand nombre à la connaissance et, dans un souci d'égalité des chances, permettre aux futures citoyennes et futurs citoyens de participer pleinement à la Cité. Relais social, elle doit s'assurer de transmettre aux individus des valeurs et savoirs nécessaires à la vie en société. L'école se concentre ainsi sur la connaissance et s'organise en fonction de sa transmission.

D'autre part, les artisans de l'École dite nouvelle rejettent les rôles dévolus jusqu'ici à l'enseignant et à l'école, comme autorités qui détiennent et transmettent une connaissance. Plus tournés vers la construction individuelle et sociale des savoirs, ils misent sur une pédagogie de la pratique et du sensoriel, et axent leurs interventions sur l'éclosion des comportements et des compétences. L'école se concentre davantage sur l'élève et s'organise en fonction de ses besoins et intérêts individuels. Elle est un lieu d'éveil qui outille les individus dans une société aux attentes variées et changeantes, dans laquelle ils doivent pouvoir s'adapter et se rendre utiles. Cette conception colle davantage aux attentes et besoins utilitaires de la nouvelle économie mondialisée.

Soutenu par les institutions internationales, ce courant impose une transformation profonde du rôle de l'école et de l'enseignant en Occident. Intervenant en première ligne, ce dernier est aux premières loges d'un véritable changement de paradigme éducatif. Jusqu'ici autorité et chef d'orchestre de l'École traditionnelle, il devient facilitateur et personne-ressource



pour soutenir la nouvelle relation de l'élève à la connaissance (autodidaxie) et à sa société (autonomie). Jadis maître du contenu, l'enseignant de l'École nouvelle se spécialise dans les processus et la pédagogie de la découverte. Il n'est plus un filtre ni un médiateur culturel ni intergénérationnel. Son rôle social vient de changer.

Pour l'auteur, ces deux visions antagonistes sont d'autant plus irréconciliables qu'elles ne sont finalement au bénéfice ni des élèves ni des sociétés. Déjà presque centenaire, cette *Guerre des écoles*, selon Boutin, n'est par ailleurs pas près de s'achever. À tout le moins, vue sous cet angle, elle a le mérite de sensibiliser, à nouveau, à la dérive marchande de l'éducation et aux pressions que subissent l'école et la profession enseignante pour répondre à des intérêts non pas pédagogiques, mais idéologiques. La mutation vécue par les systèmes d'éducation occidentaux, sous des pressions tant endogènes qu'exogènes, doit plus que jamais reposer la question du type d'école que nous voulons. Et plus qu'une guerre de chapelles, l'école a certainement besoin d'une vision cohérente et structurante en lien avec un projet de citoyenneté rassembleur. Ce qui exige plus que jamais un dialogue social sur l'éducation!

BOUTIN, Gérard. *La guerre des écoles : entre transmission et construction des connaissances*, Montréal, Éditions Nouvelles, 2012.

HÉROS

PLANTER UN ARBRE, POUR LA BEAUTÉ DE LA PLANÈTE

Élise Prioleau



Seize classes du Québec se préparent à planter un arbre, en mai, sur le terrain de leur école. Ce projet permettra aux enseignants et enseignantes d'aborder en classe des thèmes environnementaux d'actualité comme le réchauffement du climat et l'équilibre écologique de notre planète. Pour l'année 2013, 112 personnes se sont inscrites au tirage. Merci aux enseignantes et enseignants qui ont participé!

Pour connaître le nom des personnes gagnantes rendez-vous au www.heros-mouvement.ca.

CONCOURS HÉROS 2012-2013



Les projets primés du concours Héros/eau, sur la protection de l'eau, seront connus dans la semaine du 20 mai. Par la suite, jusqu'au 7 juin, des représentantes et représentants de la FAE et de ses syndicats affiliés iront, dans les écoles, remettre leur prix aux élèves, classes et écoles gagnantes.

Des rabais exclusifs? C'est réglé.

Profitez de **10 % de rabais additionnel** sur vos assurances automobile, habitation et véhicules de loisirs



OBTENEZ UNE SOUMISSION

1 866 987-0797
lacapitale.com/fae



Gagnez une croisière d'une valeur de **8 000 \$**.
Demandez une soumission pour participer.
Détails et règlement sur lacapitale.com/concoursgroupe




La Capitale
Assurances générales

Cabinet en assurance de dommages

APRÈS 6 ANS À LA PRÉSIDENTENCE DE LA FAE
PIERRE ST-GERMAIN TIRE SA RÉVÉRENCE.

J'AI RÉSO LU DÉSORMAIS DE DÉBATTRE
AVEC MON AGENT DE VOYAGES...
ET AVEC MON CADDY.



SIX ANS
À LA TÊTE
DE LA FAE

... SA INFLUENCE
LE SWING!